

Département de Seine-et-Marne

Canton de Nangis COMMUNE DE NANGIS

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 SEPTEMBRE 2025

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2025/SEPT/55	
Date du conseil municipal 17/09/2025	OBJET: APPROBATION DE LA DELEGATION DONNEE AU MAIRE DE PROCÉDER A L'ADMISSION EN NON-VALEUR DES CREANCES IRRECOUVRABLES DE FAIBLE MONTANT
Date de la convocation 10/09/2025	
Date de l'affichage 10/09/2025	

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-sept septembre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal s'est réuni sous la présidence de Madame Nolwenn LE BOUTER, Maire, en suite des convocations adressées le dix septembre deux mille vingt-cinq.

Étaient présents :

Nolwenn LE BOUTER, Maire.

Philippe **DUCQ**, Serge **HAMELIN**, Edith **LION**, Dany **FAROY**, Chantal **REGNAULT-GALLOIS**, Angélique **RAPPAILLES**, Fabrice **HOULIER** Maires-adjoints.

Armand **DE MAIGRET**, Jules **NOUGA NOUGA**, Nathalie **PIEUSSERGUES**, Sylvie **POIRIER**, Frédéric **BRUNOT**, Suzanna **MARTINET**, Martial **DISCH**, Sylvie **GALLOCHER**, Michel **BILLOUT**, Mohammed **KHERBACH**, Guy-Bertrand **TCHIKAYA**, Clotilde **LAGOUTTE**, Julien **BOUDET**, Conseillers municipaux.

Étaient représentés :

Luis-José TENTE MARQUES pouvoir à Angélique RAPPAILLES Valérie JACKY pouvoir à Edith LION Nimca CIGE pouvoir à Nolwenn LE BOUTER Anne-Laure DE BELLEVILLE pouvoir à Serge HAMELIN

Étaient excusés :

Alban **LANSELLE** Stéphanie **DEGAND** Mahmut **GÜNER**

Était absent :

Thomas **LECONTE**

Angélique **RAPPAILLES** a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance à l'unanimité des suffrages, conformément à l'article L.2121-1 (\$\frac{1}{2772}\frac{1}{2770}\f

DÉLIBÉRATION

OBJET : APPROBATION DE LA DELEGATION DONNEE AU MAIRE DE PROCÉDER A L'ADMISSION EN NON-VALEUR DES CREANCES IRRECOUVRABLES DE FAIBLE MONTANT

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU le décret n°2023-523 du 29 juin 2023 relatif au seuil plafond de délégation des décisions d'admission en non-valeur et aux conditions dans lesquelles le maire, le président du conseil départemental et le président du conseil régional rendent compte à l'assemblée délibérante de l'exercice de cette délégation,

VU la délibération du conseil municipal n°2020/JUIL/049 du 16 juillet 2020, portant délégation de pouvoir du conseil municipal au maire dans le cadre des objets visés à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT qu'il est possible de déléguer l'admission en non-valeur les créances irrécouvrables de faible montant aux exécutifs des communes, sans dépasser le seuil de 100€, afin de fluidifier l'admission en non-valeur des créances,

CONSIDERANT la commission des finances du 17 septembre 2025,

Le Conseil Municipal, Après en avoir délibéré, à l'UNANIMITÉ par 25 voix POUR

ARTICLE 1: Délègue au maire, jusqu'à la fin du présent mandat, l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables, dans la limite du montant maximum de 100€ par créance.

ARTICLE 2 : Autorise Madame le maire à signer tous documents relatifs à ces créances irrécouvrables.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.

DE NALLE Maire

wenn LE BOUTER

Le secrétaire de séance Angélique RAPPAILLES

Certifié exécutoire compte-tenu de la Télétransmission en Sous-Préfecture

de la transmission ou notification et

la publication le

n Le Maire olwenn LE BOUTER

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratificate Médiume dans le respect du délai de recours de deux mois à compter de sa publication et sa transplat de la recours de deux mois à compter de sa publication et sa transplat de la recours de deux mois à compter de sa publication et sa transplat de la recours de deux mois à compter de sa publication et sa transplat de la recours de deux mois à compter de sa publication et sa transplat de la recours de deux mois à compter de sa publication et sa transplat de la recours de deux mois à compter de sa publication et sa transplat de la recours de deux mois à compter de sa publication et sa transplat de la recours de deux mois à compter de sa publication et sa transplat de la recours de la recourse de la recours de la recourse de la recours de la recourse d La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr